



ÉNERGIE

Depuis février 2022, la guerre russe en Ukraine a mis au premier plan les enjeux d'indépendance et de souveraineté énergétiques. En France, la situation a accentué l'enjeu de diversification des approvisionnements en gaz et conforte le choix français d'un mix de production d'électricité décarbonée s'appuyant à la fois sur le parc nucléaire d'EDF et sur le développement d'une production d'origine renouvelable. Le nucléaire, qui a représenté 69 % de la production électrique française en 2021, continuera en effet à jouer un rôle majeur dans le mix de production d'électricité, comme en témoigne l'annonce en février 2022 par le Président de la République du lancement d'un nouveau programme nucléaire, avec la construction de six réacteurs nucléaires EPR2 et une option pour huit réacteurs additionnels. De même, la croissance des énergies solaire et éolienne au cours des dernières années a contribué à une augmentation forte de la part des renouvelables dans la production d'électricité, passée de 14 % en 2010 à 23,4 % en 2020 selon les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dont la moitié environ correspond à l'hydroélectricité, et cette croissance sera amenée à s'accroître dans les années à venir.

Le portefeuille coté des participations de l'État dans le secteur de l'énergie représentait, au 30 juin 2022, 50,3 % de la valeur totale du portefeuille coté de l'État.

Lors du discours qu'il a prononcé à Belfort le 10 février 2022, le Président de la République a souligné que « l'État prendra [it] ses responsabilités pour sécuriser la situation financière d'EDF [...] autant que pour lui permettre de poursuivre sa stratégie de développement rentable dans le cadre de la transition énergétique ». Le groupe EDF sera notamment au cœur du programme de construction de six nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR2, avec une option pour huit réacteurs supplémentaires. Il jouera également un rôle central dans l'atteinte des objectifs du Gouvernement en matière de développement des énergies renouvelables.

S'agissant d'Engie, plusieurs étapes majeures ont été franchies au cours de l'année 2021 dans la mise en œuvre des orientations stratégiques annoncées en 2020 et visant à recentrer le groupe sur les énergies renouvelables et les infrastructures énergétiques décentralisées, en simplifiant son organisation et son implantation géographique. Ces orientations se traduisent par un programme de rotation d'actifs, dont la cession des activités faiblement capitalistiques de services clients, rassemblées au sein d'une entité baptisée Equans, en cours de cession au groupe Bouygues. Engie prévoit en outre un redéploiement accéléré du capital vers les énergies renouvelables et les infrastructures.

Plusieurs jalons importants ont également été franchis par les entreprises de la filière nucléaire française. Ainsi, la construction par Areva d'un réacteur nucléaire EPR à Olkiluoto en Finlande (projet OL3) a franchi une nouvelle étape déterminante, après le chargement du combustible nucléaire dans le réacteur (mars 2021) et la première réaction nucléaire en chaîne (décembre 2021), avec la

connexion du réacteur au réseau électrique finlandais (mars 2022), qui a ouvert la voie à la dernière phase de tests avant la mise en service commerciale du réacteur. Orano, de son côté, a réussi le refinancement de sa ligne de crédit syndiqué pour un montant de 880 M€ le 24 mai 2022, avec désormais une marge indexée sur des critères environnementaux et de gouvernance, ce qui confirme le retour d'Orano à une situation d'autonomie financière. Orano entend bénéficier du regain d'intérêt constaté à l'échelle mondiale pour l'énergie nucléaire, (qui est stable et décarbonée) dans la lutte contre le réchauffement climatique, qui se manifeste notamment par la hausse récente des cours de l'uranium, de la conversion et de l'enrichissement.

L'année 2021 a aussi été marquée par des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la nouvelle feuille de route stratégique d'Eramet, qui vise à recentrer le groupe sur ses activités minières et métallurgiques, et à renforcer ses activités dans les métaux de la transition énergétique. Les négociations relatives à la cession de la filiale Aubert & Duval ont conduit à la signature, le 22 février 2022, d'un protocole d'accord avec le consortium Airbus, Safran et Tikehau ACE Capital. La cession devrait intervenir d'ici la fin d'année 2022.



edf.fr

EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : production d'électricité bas carbone (nucléaire et renouvelable), transport et distribution, commercialisation et services. Acteur principal du marché français de l'électricité, EDF dispose également de positions solides en Europe, notamment au Royaume-Uni et en Italie.

La participation détenue par le concert constitué de l'État et de l'EPIC Bpifrance est de 84,08 % du capital et de 89,37 % des droits de vote au 30 juin 2022.

Les capacités de production consolidées installées du groupe EDF s'élevaient à 117,3 GW au 31 décembre 2021, pour une production de 523,7 TWh en 2021.

Chiffre d'affaires

84,5 Md€

Effectifs

167 157 collaborateurs

Dirigeant

Jean-Bernard Lévy est le président-directeur général depuis le 27 novembre 2014.

Le 29 septembre 2022, le Président de la République a proposé de nommer Luc Rémont en qualité de président-directeur général d'EDF.



L'année 2021 a été marquée par une bonne performance opérationnelle et par l'atteinte des objectifs des plans de cessions et de réductions de coûts mis en place en 2020 avec un an d'avance.

La production nucléaire en France s'est établie à 360,7 TWh en 2021, en hausse de 25 TWh sur un an. Au Royaume-Uni, la production nucléaire s'est établie à 41,7 TWh. La production hydraulique s'est élevée à 46,1 TWh, contre 49,4 TWh en 2020. La production d'électricité d'origine renouvelable hors hydro-électricité s'est élevée à 20,9 TWh, contre 19,3 TWh en 2020.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé en 2021 à 84,5 Md€, en hausse de 22,4 % par rapport à 2021. L'EBITDA s'est établi à 18 Md€ en 2021, en hausse de 11,3 % et atteignant ainsi son meilleur niveau depuis 2015.

L'endettement financier net a atteint 43 Md€ fin 2021 (contre 42,3 Md€ fin 2020).

La fin de l'année 2021 a toutefois été marquée par la découverte de phénomènes de corrosion sous contrainte au sein du parc nucléaire existant, qui a conduit le groupe à mettre à l'arrêt ou à prolonger l'arrêt de plusieurs réacteurs, et à abaisser ses estimations de production pour 2022 et 2023. La production nucléaire en France est ainsi attendue entre 280 TWh et 300 TWh cette année.

Par ailleurs, le Gouvernement a mis en place deux mesures exceptionnelles destinées à limiter les effets de la hausse des prix de l'électricité sur les consommateurs en 2022 : un bouclier tarifaire et une augmentation de 20 TWh du volume

d'électricité mis à disposition par EDF en 2022 à travers le guichet de l'ARENH.

Face aux difficultés opérationnelles, un nouveau plan d'action a été décidé en février 2022, intégrant des cessions pour environ 3 Md€ de 2022 à 2024, la perception par l'État de ses dividendes en actions pour les exercices 2022 et 2023, et une augmentation de capital, finalisée en avril 2022 pour un montant de plus de 3,15 Md€. L'État a souscrit à cette dernière à hauteur de sa quote-part pour 2,7 Md€, contribuant ainsi à sécuriser la situation financière d'EDF tout en permettant à l'entreprise de poursuivre sa stratégie de développement.

EDF a signé le 10 février 2022 un accord pour l'acquisition d'une partie de l'activité nucléaire de General Electric, dont les turbines à vapeur Arabelle. Le même jour, le Président de la République a annoncé une stratégie forte de relance de l'énergie nucléaire en France, reposant sur le lancement d'un programme de construction de six nouveaux réacteurs nucléaires EPR2 et un programme d'études pour la construction éventuelle de huit réacteurs EPR2 additionnels, la poursuite de l'exploitation de tous les réacteurs français existants, sauf motifs de sûreté, et l'émergence des petits réacteurs modulaires.



rte-france.com

RTE, opérateur en charge de la gestion du réseau public de transport d'électricité et de l'équilibre offre-demande en électricité, a été créé le 1^{er} septembre 2005 en application de la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières.

RTE, société anonyme, est détenue, depuis le 31 mars 2017, à 100 % par une holding CTE (Co-entreprise de Transport d'Électricité), elle-même détenue à 20 % par CNP Assurances, 29,9 % par la Caisse des dépôts et consignations et 50,1 % par EDF.

Chiffre d'affaires

5,3 Md€

Effectifs

9 438 collaborateurs

Dirigeants

Xavier Girre est président du conseil de surveillance depuis le 19 avril 2018.

Xavier Piechaczyk est président du directoire depuis le 1^{er} septembre 2020.



Les ressources financières nécessaires à RTE pour assurer sa mission de service public sont obtenues essentiellement via le tarif d'utilisation du réseau d'électricité (TURPE).

La nouvelle formule tarifaire « TURPE 6 HTB », décidée par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) qui s'appliquera jusqu'en juillet 2024, est entrée en vigueur le 1^{er} août 2021 avec une hausse de +1,09%. Elle doit permettre à RTE d'investir et de financer les travaux de rénovation et d'adaptation de son réseau au développement des énergies renouvelables.

En 2021, le chiffre d'affaires de RTE s'établit à 5,3 Md€ (+11% par rapport à 2020) et traduit notamment la hausse de la consommation d'électricité (+16 TWh soit +244 M€) et la hausse des recettes d'interconnexions (+238 M€), aléas favorables appelés à être restitués par une modération tarifaire dans les années suivantes.

Le résultat net de RTE s'établit en 2021 à 661 M€, en hausse de 140 M€ par rapport à 2020. L'EBITDA 2021 (2 095 M€) est en hausse de 180 M€ par rapport à 2020, conséquence d'une hausse du chiffre d'affaires (+525 M€) excédant largement la hausse des charges liées à l'exploitation du système électrique (+329 M€) et des dépenses opérationnelles (+16 M€).

L'année 2021 a été une année record en matière de niveau d'investissements et le taux de réalisation du programme (92%) est en nette hausse par rapport aux années précédentes (c. 85%).

La capacité de RTE à atteindre la trajectoire d'investissement prévue au titre du schéma décennal de développement du réseau est essentielle pour assurer la réussite de la transition énergétique française, dans un contexte de montée en puissance des raccordements des parcs éoliens en mer, des travaux d'interconnexion et du renouvellement du réseau.

L'interconnexion électrique IFA2 de 1 GW entre la France et la Royaume-Uni a permis d'initier, le 22 janvier 2021, les premiers échanges commerciaux, et le premier circuit de la ligne à 400 kV entre Avelin et Gavrelle a été mis sous tension avec succès en novembre 2021.

Alors que les travaux sur les parcs éoliens en mer de Fécamp (497 MW) et de Saint-Brieuc (496 MW) se poursuivent, RTE a initié le raccordement du parc de Courseulles-sur-Mer (450 MW) en mai 2022. Surtout, le parc de Saint-Nazaire a produit et injecté sur le réseau national les premiers mégawattheures issus de l'éolien en mer français en juin 2022.

Cette hausse des investissements se fait dans le strict respect des équilibres financiers de RTE : la dette financière nette a ainsi diminué de 94 M€ (-1%) fin 2021 à 9 702 M€ et la notation financière demeure inchangée.

RTE a publié le 25 octobre 2021 son étude sur l'évolution du système électrique intitulée « Futurs énergétiques 2050 », afin d'éclairer les décisions du Gouvernement sur les stratégies nécessaires pour sortir des énergies fossiles, atteindre la neutralité carbone en 2050 et respecter les objectifs de l'Accord de Paris.



enedis.fr

Enedis a été créé le 1^{er} janvier 2008 (sous le nom ERDF) par la filialisation des activités de distribution d'électricité d'EDF sur le territoire métropolitain, qui ont alors été séparées des activités de production, de transport et de commercialisation de l'électricité.

Enedis est une société anonyme détenue à 100 % par EDF*, dont les missions sont le développement, l'exploitation,

la maintenance et l'entretien des réseaux publics de distribution d'électricité. La loi confère à Enedis un monopole de fait couvrant 95 % du territoire métropolitain (hors Corse). Enedis alimente environ 37,7 millions de clients.

* dans le respect des principes d'indépendance de gestion du code de l'énergie

Chiffre d'affaires

15,4 Md€

Effectifs

38 701 salariés

Dirigeants

Christophe Carval est président du conseil de surveillance depuis le 12 février 2020.

Marianne Laigneau est présidente du directoire depuis le 9 février 2020.



Les volumes d'électricité acheminés par Enedis sont de 391,8 TWh en 2021, en hausse de 16 TWh par rapport à 2020, du fait principalement d'une année 2021 plus froide que la normale climatique.

L'année 2021 a été marquée par une activité soutenue, avec en particulier une croissance importante des raccordements photovoltaïques (2 539 MW raccordées contre 876 MW en 2020). Le développement de la production éolienne raccordée au réseau public de distribution se poursuit également avec 1 008 MW raccordés en 2021 (contre 789 MW en 2020). À fin 2021, le parc de production décentralisé raccordé au réseau opéré par Enedis est d'environ 34 GW, en hausse de 3,7 GW par rapport à 2020.

En 2021, 4,4 Md€ ont été investis par Enedis, en hausse de +11 %. 1,9 Md€ ont été consacrés aux raccordements des nouveaux clients et des producteurs, ainsi qu'au renforcement du réseau et 1,6 Md€ à la modernisation du réseau, dont 0,5 Md€ pour le déploiement du compteur intelligent Linky.

La phase de déploiement massif du compteur Linky s'est achevée, avec 34,26 millions de compteurs déployés à fin 2021 (soit 90,1 % du parc, en ligne avec l'objectif fixé par la CRE de 90 %), pour un investissement cumulé de 3 907 M€. Au terme de cette phase, la CRE a salué la performance d'Enedis en termes de coûts, de

respect des délais (malgré la crise sanitaire), et de performance du système.

Le renouvellement des contrats de concession s'est poursuivi en 2021 à un rythme soutenu. Au 31 décembre 2021, 291 contrats de concession pour la distribution d'électricité ont ainsi été conclus avec des collectivités, sur la base du modèle signé en 2017 entre la FNCCR*, France Urbaine, EDF et Enedis. Cet accord-cadre tenait compte des nouveaux enjeux de la transition énergétique et de la transformation numérique. Les négociations se poursuivent en vue de renouveler dans les meilleurs délais les contrats restants, signés selon d'anciens modèles de contrat.

En normes IFRS, le chiffre d'affaires d'Enedis est en croissance de 8 % à 15,4 Md€ du fait de la hausse des volumes acheminés et d'effets prix globalement positifs, l'EBITDA est en croissance de 16,5 % à 5,0 Md€ et le résultat net s'élève à 1,4 Md€, en hausse de 67 %.

* Fédération nationale des collectivités concédantes et régies


framatome.com

Framatome est un leader international de l'énergie nucléaire, reconnu pour ses solutions innovantes et ses technologies à forte valeur ajoutée à destination du parc nucléaire mondial.

Ses activités couvrent la conception et la réalisation de la chaudière nucléaire, ainsi que la conception, la fourniture et l'installation des équipements, des systèmes de contrôle-commande et du combustible.

Framatome intervient sur plus de 380 réacteurs dans le monde, sur tout type de technologie, et participe à la réalisation de projets de construction de réacteurs nucléaires, de la conception aux approvisionnements et à leur mise en service.

Framatome est une société par actions simplifiées dont les actionnaires sont EDF (75,5%), Mitsubishi Heavy Industries (MHI 19,5%) et Assystem (5%).

Chiffre d'affaires

3,4 Md€

Effectifs

16 551 salariés

Dirigeants

Depuis le 1^{er} janvier 2018, Jean-Bernard Lévy est président du conseil de surveillance.

Bernard Fontana est le président du directoire.

Grégoire Ponchon est membre du directoire et directeur général depuis le 19 juin 2020.



Dans le cadre de la restructuration de la filière nucléaire française, engagée en 2015 et qui a fait d'EDF le chef de file de la filière, EDF et Areva SA ont signé, le 22 décembre 2017, les accords définitifs relatifs à la cession à EDF du contrôle majoritaire de Framatome. Framatome est ainsi devenue, le 1^{er} janvier 2018, une filiale du groupe EDF à hauteur de 75,5%, aux côtés de MHI (19,5%) et d'Assystem (5%).

L'intégration réussie de Framatome au sein d'EDF permet à la filière nucléaire française d'être plus performante et compétitive dans la réalisation des projets majeurs d'investissement dans le nucléaire en France et à l'étranger, notamment dans les projets de construction de réacteurs de technologie EPR de Flamanville 3 en France et de Hinkley Point C au Royaume-Uni.

Framatome s'inscrit dans le plan Excell du groupe EDF, qui vise à permettre à la filière nucléaire française d'avoir le plus haut niveau de rigueur, de qualité et d'excellence dans la conduite des projets nucléaires. À ce titre, les usines de composants de Framatome déploient des plans visant à permettre des fabrications et constructions conformes aux meilleurs standards de qualité, notamment en vue du programme de nouveau nucléaire annoncé par le Président de la République en février 2022.

Au titre de l'année 2021, Framatome a réalisé un EBE de 584 M€ comptabilisé au niveau du Groupe EDF*, en forte croissance de 9,4% grâce notamment à un niveau d'activité soutenu dans les usines de fabrication de combustibles nucléaires et de composants primaires de centrales. L'activité de services à la base nucléaire installée, principalement en Amérique du Nord et en France, contribue aussi favorablement à l'évolution de l'EBE.

L'année 2021 a été marquée par une politique active d'acquisitions visant à renforcer le positionnement de Framatome, avec la finalisation de l'acquisition des activités d'instrumentation et de contrôle-commande pour le nucléaire civil de Rolls-Royce, l'acquisition de la société française Valinox Nucléaire SAS, spécialiste français dans la production de tubes sans soudures à usage nucléaire, l'acquisition de la division nucléaire de RCM Technologies Canada Corp. permettant de renforcer l'expertise de Framatome dans la technologie CANDU et l'acquisition de VirtualPiE Limited, leader des produits et services d'ingénierie des fluides pour les secteurs de la chimie et de l'énergie nucléaire, permettant de renforcer la présence de Framatome au Royaume-Uni*

* Framatome communique sur un EBITDA de 576 M€ en 2021. L'écart s'explique par un traitement différent de certains événements non récurrents et par certains ajustements interentreprises.



orano.group/fr

Les opérations de restructuration du groupe Areva, achevées en 2018, ont abouti à la création d'Orano, groupe recentré sur l'amont et l'aval du cycle du combustible nucléaire, soit l'extraction d'uranium, sa conversion, son enrichissement, le traitement et le recyclage des combustibles usés, la logistique nucléaire ainsi que l'ingénierie et le démantèlement.

Orano est une société anonyme dont les actionnaires sont, au 30 juin 2022, l'État (79,9%), Areva SA (0,01%), Natixis (10%, agissant en qualité de fiduciaire), Japan Nuclear Fuel Limited (5%), Mitsubishi Heavy Industries (5%) et le CEA (1 action).

Chiffre d'affaires

4 Md€

Effectifs

19 683 salariés

Dirigeants

Claude Imauven est président non exécutif du conseil d'administration depuis le 14 mai 2020.

Philippe Knoche est directeur général depuis le 26 juillet 2017.

Leurs mandats ont été renouvelés respectivement le 28 avril et le 16 mai 2022.



Orano a présenté de forts résultats en 2021, bénéficiant de la contribution ponctuelle du solde de contrats de long terme avec des électriciens allemands dans l'aval du cycle, avec en particulier un chiffre d'affaires consolidé en hausse de +27% à 4 726 M€.

L'EBITDA 2021 bénéficie des effets induits par la progression du chiffre d'affaires en s'établissant à 1 398 M€, contre 931 M€ en 2020, et le cashflow net positif de +679 M€ permet à l'entreprise de poursuivre son désendettement, ce qui traduit la poursuite des efforts du groupe pour rétablir son équilibre financier sur le long terme.

À cet égard, la réussite du refinancement de sa ligne de crédit syndiqué, pour un montant de 880 M€, le 24 mai 2022, avec désormais une marge indexée sur des critères environnementaux et de gouvernance, confirme le retour d'Orano à une situation d'autonomie financière.

Le groupe vise, pour l'année 2022, un retour à une dynamique de développement telle que prévue avant la pandémie, avec un chiffre d'affaires proche de 4 Md€, un taux de marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires compris entre 23% et 26% et un cashflow net positif. Orano compte bénéficier du regain d'intérêt constaté à l'échelle mondiale pour l'énergie nucléaire (qui est considérée comme stable et décarbonée) dans la lutte contre le réchauffement climatique, qui se manifeste notamment par la hausse récente des cours de l'uranium, de la conversion et de l'enrichissement.

Orano continue par ailleurs de développer des activités de diversification, ce dont témoigne notamment le lancement des essais cliniques de phase II par sa filiale Orano Med pour le développement de traitements dits d'alphathérapie ciblée à plomb-212, avec le traitement d'un premier patient le 21 décembre 2021 aux États-Unis. Après des difficultés techniques en 2021 ayant réduit la production de l'usine, un plan de restauration des capacités industrielles est également engagé à l'usine Melox de Marcoule qui fabrique des assemblages de combustibles recyclés, appelés MOX (mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium), utilisés dans les réacteurs de production d'électricité.



sa.areva.com

À la suite de la refondation de la filière nucléaire française décidée au printemps 2015, qui a conduit à une restructuration profonde du groupe Areva, l'activité d'Areva SA est désormais centrée sur l'achèvement de la construction du réacteur EPR d'Olkiluoto 3 en Finlande (projet OL3).

Areva SA est une société anonyme dont l'État est au 31 décembre 2021 le seul actionnaire avec 99,88 % du capital (le solde correspondant à des actions auto-détenues par la société).

Effectifs

343 salariés

Dirigeants

Yannick d'Escatha est président non exécutif du conseil d'administration depuis novembre 2019.

Philippe Braidy est directeur général depuis juillet 2020.



L'année 2021 et les premiers mois de 2022 ont été marqués par des avancées majeures pour Areva SA, avec en particulier le chargement du combustible nucléaire au sein du réacteur finlandais EPR d'Olkiluoto 3 (OL3), effectué au mois de mars 2021, l'atteinte de la première criticité (réaction en chaîne auto-entretenu) le 21 décembre 2021 et la connexion de l'EPR d'Olkiluoto au réseau électrique (permettant la première production électrique du réacteur) intervenue le 12 mars 2022. Cette dernière étape a marqué la première production d'électricité d'un réacteur EPR en Europe. Le reliquat de la participation détenue par Areva au capital d'Orano, soit environ 10% au 31 décembre 2021, a par ailleurs été cédé à l'État, à des conditions de marché, en juillet 2022.

La prochaine étape attendue pour le projet OL3 est la génération régulière d'électricité, annoncée par TVO pour le mois de décembre 2022 selon les dernières estimations.

Les équipes d'Areva SA sont pleinement mobilisées pour la réussite de ce projet.



engie.com

Groupe mondial de l'énergie : Engie repose sur trois métiers, la production d'électricité bas carbone, des infrastructures énergétiques centralisées et décentralisées et des services associés.

L'État est actionnaire de référence avec, au 31 décembre 2021, 23,64% du capital et 33,20% des droits de vote.

Chiffre d'affaires

57,9 Md€

Effectifs

171 754 collaborateurs, dont 69 970 chez Equans, et près de 77 716 en France

Dirigeants

Jean-Pierre Clamadieu est président non-exécutif du conseil d'administration depuis le 18 mai 2018 (et renouvelé le 21 avril 2022).

La direction générale est assurée par Catherine MacGregor depuis le 1^{er} janvier 2021.



L'année 2021 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre du plan stratégique d'Engie défini en 2020, visant à accélérer le déploiement du groupe dans la production d'électricité bas carbone et les infrastructures énergétiques décentralisées, combiné à un ambitieux programme de rotation d'actifs.

Le groupe a achevé sa réorganisation en ligne avec ses nouveaux axes stratégiques : passage de 25 Business Units à 4 Global Business Units (Renouvelables, Infrastructures, Energy Solutions et Production thermique & Fourniture d'énergie) et recentrage géographique autour de moins de 30 pays à l'horizon 2023 contre 70 en 2018.

Ce repositionnement se traduit par des cessions dont le montant global est estimé à plus de 11 Md€, mais également par un plan d'investissements de croissance (15 à 16 Md€ entre 2021 et 2023) dans les énergies renouvelables, les infrastructures énergétiques décentralisées et les Energy Solutions. Ce plan est bien engagé, tant sur le plan des cessions (baisse de la part d'Engie au capital de GTT de 40,4% à 21% au 30 juin 2022, signature avec Bouygues en mai 2022 du contrat de cession d'Equans, leader des activités de service multi-techniques, pour 7,1 Md€ de valeur d'entreprise) que sur le plan des investissements.

Sur le plan des résultats financiers, l'exercice 2021 a été porté par la sortie de crise sanitaire, l'environnement de prix de l'énergie élevés et la bonne performance opérationnelle, notamment des actifs nucléaires.

Engie a affiché un chiffre d'affaires consolidé de 57,9 Md€ (+30,6%), un résultat opérationnel courant de 6,1 Md€ (+36,8%) et un résultat net récurrent part du groupe de 3,2 Md€ (+85,4%). Un dividende au titre de 2021 de 0,85 €/action a été versé.

Engie a assuré en 2021 une bonne exécution des projets, avec 4,3 Md€ d'investissements de croissance et une forte croissance des énergies renouvelables avec 3 GW mis en service.

L'endettement financier net est en hausse de +2,9 Md€, à 25,3 Md€ fin 2021. Le ratio dette nette économique (intégrant notamment les provisions nucléaires et les avantages postérieurs à l'emploi) sur EBITDA s'élève quant à lui à 3,6x fin 2021, en baisse de 0,4x par rapport à fin 2020.

Pour 2022, Engie prévoit une nette croissance de sa performance financière, avec un résultat net récurrent part du groupe compris entre 3,8 et 4,4 Md€, hors Equans, notamment en raison de l'évolution du prix des commodités, et malgré un contexte qui reste fortement volatil.



eramet.com

Eramet est une société anonyme cotée, spécialisée dans les activités minières, dans la transformation de ces minerais assurée par un large dispositif d'usines métallurgiques, et dans les activités de métallurgie à haute performance.

Au 31 décembre 2021, le capital d'Eramet est détenu à 27,13% par l'État via sa holding FSI Equation,

deuxième actionnaire derrière la famille Duval, qui détient, via ses holdings SORAME et CEIR, 37,08% du capital. L'État et la famille Duval agissent de concert au capital de la société, représentant un total de 74,19% des droits de vote au 31 décembre 2020.

Chiffre d'affaires

3,7 Md€ (hors activités en cours de cession)

Effectifs

13 373 dans 20 pays, dont près de 2 000 en Nouvelle-Calédonie

Dirigeante

Christel Bories a été nommée PDG du groupe Eramet en mai 2017, et renouvelée lors de l'assemblée générale du 28 mai 2021.



Le groupe Eramet a enregistré des résultats en nette amélioration sur l'exercice 2021 par rapport à 2020 en raison de la sortie de crise sanitaire, qui a notamment entraîné la hausse des prix des matières premières. Le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de 31% sur l'année 2021 à 3,7 Md€ et l'EBITDA s'établit à 1,05 Md€.

L'endettement financier net est en baisse significative de 32% à 936 M€, soit un levier de 0,9x l'EBITDA. Ces résultats ont permis le versement d'un dividende à hauteur de 2,5 € par action au titre de 2021.

L'année 2021 a été marquée par de fortes avancées dans la stratégie de recentrage du groupe sur les activités minières et les métaux de la transition énergétique. Eramet a ainsi annoncé la relance de son projet d'usine de lithium en Argentine, qui devrait permettre de produire 24 kt de lithium par an pour sa première phase. La mise en service de cette usine, détenue à 50,1% par Eramet aux côtés du partenaire chinois Tsingshan, est prévue début 2024. La cession de l'usine de Sandouville à Sibanye-Stillwater a été finalisée en février 2022. Enfin, en février 2022, Eramet a signé un protocole d'accord avec le consortium constitué de Safran, Airbus et Tikehau ACE Capital pour la cession d'Aubert & Duval : l'opération devrait être finalisée d'ici la fin d'année.

En Nouvelle-Calédonie, face aux nombreux défis internes et externes, la mise en œuvre du plan de sauvetage de la Société Le Nickel (SLN, filiale à 56% d'Eramet) a connu une avancée significative avec l'approbation en février 2022 par

le gouvernement calédonien de l'autorisation d'export de minerai de nickel à 6Mt/an contre 4Mt/an auparavant. L'année 2021 est restée perturbée par les intempéries, des blocages sociaux et la crise sanitaire. Une réduction du prix de l'énergie de l'usine de ferronickel de Doniambo reste nécessaire, nécessitant la mise en service d'une source d'approvisionnement plus compétitive.

En Indonésie, l'activité d'exploitation du gisement de Weda Bay a permis la production de 14 Mt de minerai de nickel, contre 3,4 Mt en 2020. L'usine métallurgique de production d'alliages de nickel a atteint sa capacité maximale de 39kt/an.

Au Gabon, Eramet a atteint son objectif d'augmentation de la capacité de production de la mine de Moanda, soit 7Mt de minerai de manganèse. Eramet a également signé un accord relatif à l'entrée de Meridiam et de l'État gabonais au capital de Setrag, opérateur du Transgabonais, qui devrait permettre d'accroître les capacités de transport, parallèlement à une prolongation de la concession.

Au Sénégal, la production de sables minéralisés continue de progresser pour atteindre un niveau de 804kt, en hausse de 6% par rapport à 2020.

La production de laitier de titane en Norvège a atteint 209kt, en hausse de 5% par rapport à 2020, ce qui en fait la meilleure année de l'usine depuis son démarrage.

Pour 2022, Eramet a revu sa prévision d'EBITDA à la hausse, autour de 1,6 Md€.



groupe-lfb.com

Le Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies (LFB) est une société anonyme détenue à 100% par l'État, créée le 7 juillet 2006. Le LFB est aujourd'hui l'un des premiers acteurs européens du fractionnement du plasma sanguin. Il commercialise 15 médicaments dans plus d'une trentaine de pays. L'article L.5124-14 du code de la santé publique confie

à LFB Biomédicaments, filiale à 100% du LFB, la mission de fractionner en priorité le plasma issu de la collecte de sang ou de ses composants par l'Établissement français du sang (EFS). Pour satisfaire les besoins nationaux, notamment ceux liés au traitement des maladies rares, le LFB commercialise ensuite, prioritairement sur le territoire français, les médicaments qui en sont issus.

Chiffre d'affaires

458 M€

Effectifs

Plus de 2 500 personnes dans le monde dont plus de 2 000 en France

Dirigeant

Denis Delval est président-directeur général du groupe depuis le 18 décembre 2017.

Le Conseil d'administration a proposé, le 30 août 2022, la nomination de Jacques Brom comme directeur général et désigné Corinne Fau comme présidente du conseil d'administration sous réserve de cette nomination.



Le LFB met en œuvre, depuis 2019, une nouvelle stratégie centrée sur la consolidation de sa position sur le marché français. Sa nouvelle usine d'Arras, dont la construction se poursuit activement en dépit des impacts de la crise sanitaire et qui doit être mise en service à l'horizon 2025, lui permettra d'augmenter ses capacités de production. Le LFB vise par ailleurs un développement international ciblé et recentre ses activités sur son cœur de métier, c'est-à-dire la production de médicaments issus des protéines plasmatiques ou recombinantes. Le développement de l'entreprise, y compris à l'international, a ainsi été rendu beaucoup plus sélectif.

L'année 2021 a été marquée par l'aboutissement des négociations relatives à la restructuration financière du LFB. Ces discussions ont abouti à la formalisation d'un protocole de conciliation homologué par le tribunal de commerce d'Evry le 19 avril 2021.

Cette restructuration financière intègre une contribution des créanciers privés (nouveaux prêts à hauteur de 65 M€; extension des maturités des créances existantes). L'État a accompagné cette restructuration financière, dans une approche d'investisseur avisé, à travers la souscription à une augmentation de capital du LFB de 500 M€.

Le LFB a par ailleurs conclu le 31 janvier 2022 un partenariat industriel avec le fractionneur italien Kedrion afin de permettre la fabrication par ce dernier d'immunoglobulines à partir du plasma collecté par l'EFS, ayant vocation à être commercialisées par le LFB afin de les mettre à disposition des patients en France.

Enfin, le 1^{er} mars 2021, le LFB a obtenu de l'Agence européenne des médicaments (EMA) la validation du dépôt de sa demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) d'eptacog beta (activé), un facteur de coagulation VIIa recombinant, moins d'un an après l'approbation de son AMM aux États-Unis par l'agence de santé américaine, la Food and Drug Administration (FDA).

